

Résolution pour l'exécutif de la FSESP des 7 et 8 avril 2021

Pour une UE qui défend ce qui est public pour les citoyens

(proposé par FSC CCOO, CCOO Sanidad, UGT FeSP, CGT Santé, CGT des Services Publics, FPCGIL, CISL FP, UIL FPL, UILPA.

Le plan national de relance et de résilience (PNR) est un défi majeur pour l'ensemble de l'Europe. Pour la première fois depuis longtemps, en raison d'une pandémie qui a dévasté le monde entier, l'Union européenne, avec le lancement du Fonds de relance, s'est redécouverte en tant que Communauté pour faire face à la plus grave crise de ces 100 dernières années.

Dans ce contexte, l'Europe dans son ensemble et la politique européenne sont appelées à accorder l'attention nécessaire à un projet de reconstruction sociale et économique marqué par une vision large, fondée sur l'avenir et sur une plus grande équité, sur l'innovation, sur la reconversion des activités productives avec un fort investissement dans la recherche, sur la numérisation et sur l'innovation organisationnelle dans les activités de l'administration publique, ainsi que sur la reconstruction d'un système public universel social et sanitaire plus proche des citoyens.

La crise a révélé de nombreuses dimensions de l'inégalité qui la génèrent et qui doivent être surmontées.

En particulier, il ne faut pas oublier que dans cette crise, la facture la plus lourde, non seulement socialement mais aussi économiquement, a été payée par les femmes, qui représentent 76% du nombre total de personnes employées dans le secteur de la santé, l'un des secteurs les plus exposés au Covid-19.

En outre, les femmes sont surreprésentées dans les services essentiels qui sont restés ouverts pendant la pandémie, de la vente à la garde d'enfants (dans l'UE, les femmes représentent 82 % de l'ensemble des travailleurs en espèces et 95 % des personnes employées à des tâches domestiques et de soins). Les femmes prédominent également dans les travaux non rémunérés.

L'impact de Covid-19 sur les femmes est clair et prend la même direction dans le monde entier.

Un an après l'épidémie de coronavirus, il faut éviter que ces répercussions sociales et économiques n'entraînent des effets à long terme sur l'égalité des sexes.

La pandémie a mis en évidence ce qui, jusqu'à hier, n'était qu'une plainte : si nous n'investissons pas dans le système public, la société et l'économie sont plus exposées aux risques. Changer le rythme signifie qu'il faut évaluer non seulement les sommes dépensées pour le système de service public, mais aussi la qualité des dépenses et la manière dont les investissements sont réalisés, pour enfin dépasser l'ère des coupes linéaires et de l'austérité, en considérant le service public comme l'outil permettant de générer de la valeur économique et sociale.

C'est pourquoi il est nécessaire d'investir dans la modernisation et la formation professionnelle afin que les administrations publiques puissent répondre aux demandes des usagers en offrant aux travailleurs sécurité, stabilité et bien-être organisationnel. Si le service public est valorisé comme un élément sur lequel se fonde la citoyenneté à travers la garantie des droits universels, et si l'on investit

dans l'emploi et les ressources, il sera possible de réaliser le changement nécessaire dans les services publics qui fera du secteur public un levier productif et efficace pour répondre aux besoins de la communauté, en renforçant les réseaux territoriaux de services pour une plus grande cohésion sociale et efficacité. Le Fonds de relance représente donc une grande opportunité pour relancer et moderniser le secteur public, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes, et en faire le principal outil de lutte contre les effets de la crise économique, sociale, sanitaire et écologique et les inégalités sociales et économiques.

Pour ces raisons, nous pensons, afin de réaffirmer les valeurs fondatrices et universelles de l'Union, que les ressources du Fonds de relance dans l'UE doivent garantir un investissement substantiel afin de rendre effectifs les droits garantis par le service public.

Pour ce faire, les administrations publiques doivent être modernisées et mises à jour, avec un processus de numérisation, mais aussi avec une grande campagne de recrutement qui récupère les emplois publics perdus, y compris par le soutien à l'emploi des jeunes et la stabilisation des emplois précaires, qui assure des emplois stables et non plus précaires, qui peut garantir l'efficacité du service dans tous les secteurs et qui rend le secteur public attractif pour le recrutement de nouveaux personnels.

La pandémie a révélé de nombreuses lacunes : à commencer par les soins primaires, qui doivent être reconstruits pour fournir des réponses immédiates aux besoins sanitaires des citoyens ; les services locaux qui offrent un réseau d'assistance sur le territoire et qui doivent être mis en œuvre en cette période de crise grave où la pauvreté a touché de nombreux citoyens européens ; les administrations centrales doivent être mises en œuvre avec un processus de transformation qui conduit à la modernisation des systèmes.

Le Fonds de relance est une excellente occasion d'investir dans le secteur public et de garantir de meilleurs services aux citoyens, mais la pandémie doit donner une leçon forte que l'UE ne doit pas oublier.

L'UE de l'austérité et du pacte fiscal ne peut plus revenir en arrière, la souffrance et les combats de première ligne de tous les travailleurs publics européens doivent nous rappeler que les personnes sont au-dessus des budgets et des profits et que l'UE n'est pas basée sur l'équilibre financier mais sur la Charte des droits fondamentaux.

Lors de la prochaine reprise, que nous espérons tous rapide et prochaine, avec une campagne de vaccination universelle qui surmonte les divisions entre les États et arrête la pandémie une fois pour toutes, en tant que représentants des travailleurs, nous devons nous battre pour que tous les peuples, les citoyens, les travailleurs, les communautés et notre planète aient la priorité sur les profits de quelques-uns.